INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 11 février 2022**

* Les marché européens ont continué de s'affaiblir, craignant un tour de vis monétaire de la Fed plus vigoureux qu'auparavant. Le CAC 40 a clôturé en repli de 1,27% à 7 011,60 points, réduisant ses gains sur la semaine à 0,87%. L'EuroStoxx50 a reculé aujourd'hui de 1,54% à 4 154,38 points. La situation est similaire aux Etats-Unis où le Dow Jones gagne un peu plus de 0,50% depuis lundi.
* Hier, l'inflation américaine a atteint un plus haut de 40 ans, alimentant le scénario, peu apprécié par les marchés, d'une hausse des taux de la Fed de 50 points de base en mars.
* Mais après la clôture en Europe, James Bullard a donné encore plus de crédit à un resserrement agressif de la politique de la Fed, annihilant les espoirs de rebond de Wall Street. L'Europe en a ressenti l'onde choc aujourd'hui.
* Le président de la Fed de Saint-Louis s'est en effet prononcé pour une hausse de 100 points de base d'ici juillet. "Il fut un temps où le comité (de politique monétaire) aurait réagi à quelque chose comme ça en tenant une réunion tout de suite et en faisant 25 points de base tout de suite", a-t-il déclaré après la publication des chiffres de l'inflation. Avant d'ajouter : "Je pense que nous devrions être agiles et envisager ce genre de choses."
* Goldman Sachs anticipe désormais pour sa part 7 hausses des taux de 25 points de base, soit autant que de réunion de politique monétaire de la Fed, en 2022 contre 5 auparavant.
* Si l'inflation et la Fed ont accaparé l'attention des investisseurs, les nombreux résultats ont aussi animé la cote.
* Cette semaine, la couronne suédoise a atteint son seuil le plus bas depuis 17 mois, à 10,67 couronnes pour 1 euro. La devise a pâti du maintien par la banque centrale suédoise d’une politique monétaire très accommodante. La Riksbank a en effet laissé son taux directeur inchangé à 0% et indiqué qu’il ne devrait pas être relevé avant le premier semestre 2024. Les économistes attendaient un tour de vis monétaire dès cette année, alors que l’inflation a atteint 3,9% en décembre, soit son plus haut niveau depuis octobre 2008.
* Le cours du lithium a bondi de 38% depuis le début de l’année à 382 500 yuans la tonne (environ 61 000 euros) après avoir été multiplié par cinq en 2021. Le métal blanc est soutenu par l’accélération de la demande des fabricants de batteries au lithium, notamment pour les véhicules électriques. Ces fabricants éprouvent de grandes difficultés à obtenir des contrats d'approvisionnement à long terme en raison de la rareté des minéraux et des préoccupations environnementales liées à l'exploitation minière.
* L'Autorité européenne des marchés financiers (Esma) a publié vendredi sa feuille de route sur la finance durable pour la période 2022-2024. L'Esma a identifié trois priorités pour son travail sur la finance durable. Elle souhaite ainsi s'attaquer au "greenwashing", ou "écoblanchiment", ce procédé marketing qui vise à promouvoir son engagement écologique, promouvoir la transparence, mais aussi renforcer ses capacités et celles des autorités nationales compétentes dans le domaine de la finance durable, et surveiller, évaluer et analyser les marchés et les risques ESG.

L'Esma répondra à ses trois priorités par une liste complète d'actions dans les secteurs suivants : la gestion des investissements, les services d'investissement, la divulgation et la gouvernance des émetteurs, les indices de référence, les notations de crédit et ESG, la négociation et le post-marché et l'innovation financière.

* En 2020, 154 600 mariages ont été célébrés en France, un nombre historiquement bas dû à l'épidémie de Covid-19, a révélé l'INSEE. Le nombre de mariages baisse depuis une vingtaine d'années, mais il a chuté de près d'un tiers entre 2019 et 2020. La période de confinement de la mi-mars à la mi-mai 2020 a entraîné une mise à l'arrêt des célébrations de mariages et les restrictions sanitaires, imposant notamment un nombre maximum de convives aux célébrations, ont eu des répercussions sur la suite de l'année jusqu'au deuxième confinement de novembre 2020, a ajouté le bureau des statistiques.

**SOCIETES**

* Société Générale figure parmi les principales hausses hebdomadaires du CAC 40 grâce à ses solides résultats, mais le palmarès est dominé par Unibail RW pour les mêmes raisons.
* Les baisses ont concerné les valeurs de croissance en raison de la hausse des taux longs. Plus forte baisse du principal indice parisien, Hermès a perdu plus de 8% et Kering plus de 4%. Parmi les valeurs technologiques, Dassault Systèmes a reculé de près de 5%.
* Worldline (+5,78% à 45,76 euros) a aisément dominé un indice CAC 40 en berne, galvanisé par une information de presse sur une prochaine cession de son activité de terminaux de paiement. Le fonds d'investissement Apollo (-2,08% à 68,22 dollars) serait proche d'annoncer le rachat de cette activité pour 2,3 milliards de dollars, affirme le Wall Street Journal. UBS évoquait un montant similaire fin janvier alors que Mergermarket évoquait un prix de 1,8 à 2,1 milliards de dollars. Les derniers rumeurs de marché indiquaient que le fonds américain était le dernier repreneur en lice.

L'accord pourrait être annoncé dans les prochains jours, à condition que les négociations n'échouent pas à la dernière minute, ont déclaré certaines personnes proches du dossier.

Interrogé par AOF, Worldline n'a pas souhaité faire de commentaires.

Worldline avait trouvé ces activités dans son panier lors du rachat d'Ingenico et la validation de l'orientation stratégique de désengagement avait été prise en octobre dernier.

Une telle cession pourrait augmenter de manière significative les capacités financières de Worldline, ce qui lui permettrait de poursuivre la consolidation du secteur. Il a annoncé début décembre la signature d'un accord portant sur l'acquisition de 80% de l'activité d'acquisition commerçant d'Eurobank, l'un des principaux acquéreurs en Grèce.

* EDF an perdu 2,39% à 8,40 euros. Lundi, l'électricien avait abaissé sa prévision de production nucléaire pour 2022 et promis de tenir le marché informé au plus vite de l'évolution de sa prévision 2023. Ce fut chose faite ce matin. Le groupe table sur une production comprise entre 300 et 330 térawatts-heure (TWh) contre 340 et 370 TWh précédemment. Cette estimation tient compte notamment un programme industriel chargé, avec 44 arrêts de réacteurs pour maintenance et contrôle, dont 6 visites décennales, auquel s'ajoutent 4 arrêts programmés démarrés en 2022 qui se poursuivront en 2023.

Elle tient également compte de la poursuite du programme de contrôles et de réparations des tuyauteries potentiellement concernées par le phénomène de corrosion sous contrainte, dont l'instruction se poursuit.

Selon un porte-parole du groupe cité par Reuters, des contrôles sur site en lien avec les problèmes de corrosion auront lieu sur l'intégralité des 56 réacteurs du parc nucléaire français mais une partie d'entre eux seront intégrés à des arrêts déjà programmés.

* Rexel s'est ressaisi vendredi, terminant la séance sur une hausse de 0,14% à 20,97 euros grâce à la publication d'une performance annuelle record.  Le titre du distributeur spécialisé dans le matériel électrique avait pourtant sombré jusqu'à la dernière place du SBF 120 en matinée, pénalisé par des prises de bénéfices après plusieurs séances consécutives de hausse et une progression de plus de 17% depuis début janvier. Le repli observé alors avait même déteint sur les deux fabricants d'équipements électriques, Schneider et Legrand, qui n'ont, eux, pas su relever la tête et ont terminé parmi les plus fortes baisses du CAC 40.

En 2021, Rexel a donc réalisé des ventes de 14,69 milliards, en hausse de 15,6% en données comparables et à jours constants, soit au-dessus de l'objectif que 12% à 15% que s'était fixé le groupe. Cela comprend une chiffre d'affaires de 4,08 milliards au quatrième trimestre (+12,2%), alors que le consensus rapporté par Invest Securities anticipait 3,98 milliards d'euros.

Rexel a notamment vanté son "agilité à servir une demande forte dans un environnement toujours marqué par les tensions sur la main d'œuvre et la chaîne d'approvisionnement".

* TF1 a gagné vendredi 1,87% à 8,985 euros par action, surperformant ainsi largement un SBF 120 à la traîne grâce à ses bons résultats annuels. Le groupe audiovisuel a en effet publié vendredi matin un résultat net qui a quadruplé sur l'exercice 2021, pour s'établir à 225,3 millions d'euros. Le résultat opérationnel et le ROC ont respectivement bondi de 189,2% et 80,5%, à 332,9 et 343,2 milliards d'euros. La marge opérationnelle a quant à elle grimpé de 5 points pour ressortir à 14,1%. A noter que le projet de fusion avec M6 a déjà représenté une charge exceptionnelle de 10,3 millions d'euros.

Le chiffre d'affaires consolidé, en hausse de 16,6% à 2,43 milliards d'euros, a notamment bénéficié de l'activité Média (+13,2% à 2,09 milliards d'euros) et de ses revenus publicitaires. Ces derniers ont progressé de 14,3% à 1,69 milliards d'euros, dont +11% pour la publicité en ligne. Newen Studios a également connu une belle croissance de 43,4%, pour un chiffre d'affaires de 335,6 millions.

"La reprise économique a favorisé la croissance du marché [publicitaire], les annonceurs continuant d'apprécier l'attrait du média télévisé et le retour sur investissement qu'il représente, en dépit d'une concurrence très forte des acteurs digitaux, explique TF1. Cette performance résulte également du travail engagé par la régie publicitaire, notamment en matière d'élargissement de la base de clients, et de convergence entre télévision et digital".

* Ipsen a dominé le SBF 120 en gagnant 6,42% à 96,48 euros, échappant ainsi à la baisse des marchés. Ce matin, UBS a salué l'effet "wow" ("whaou") suscité par les résultats 2021 de la biotech. Sa performance, en effet, a largement battu le consensus tandis que ses prévisions 2022 ont surpassé les attentes. Ipsen a par ailleurs annoncé la cession de son activité en Santé Familiale à Mayoly Spindler sur la base d'une valeur d'entreprise pouvant atteindre 350 millions d'euros.
* Euronext a reculé de 2,6% à 82,50 euros, les investisseurs faisant part de leur déplaisir à propos d'une augmentation des coûts. Le titre de la Bourse paneuropéenne a souffert également d'un environnement de marché défavorable pour les valeurs financières. Euronext a pourtant dévoilé des résultats meilleurs que prévu, la bonne surprise sur les revenus faisant plus que compenser des coûts plus importants qu'escompté.

**ANALYSES**

* Il n'aura fallu que six mois pour que la nouvelle stratégie de la Banque centrale européenne soit confrontée à son scénario noir. Lancée dès le début du mandat de Christine Lagarde et publiée en juillet 2021, la « revue » de politique monétaire européenne avait pour objectif de modifier un cadre jugé trop restrictif. Outre une orientation plus expansionniste, la BCE se dote désormais de garde-fous lui permettant d'éviter de répéter ses erreurs de 2008 et 2011.

A ces deux occasions, la zone euro avait été confrontée à une accélération des prix de l'énergie dénuée de liens avec le niveau d'activité du continent - et donc hors de portée de l'action de la BCE -, mais ces pressions inflationnistes furent jugées suffisantes pour provoquer une réaction de resserrement monétaire. Le premier épisode a ainsi contribué à précipiter la récession de 2008 tandis que sa répétition de 2011 fut l'acte fondateur de la crise des dettes européennes. En cherchant à faire baisser l'inflation par le biais d'un ralentissement de l'activité, la BCE ne faisait qu'accabler une économie déjà fragilisée par la pression haussière des prix de l'énergie ; une double peine dont la zone euro ne s'était toujours pas remise à la veille de la pandémie.

Or, au cours de ces derniers mois, la zone euro est confrontée à un phénomène analogue d'accélération des prix de l'énergie. Alors que l'inflation mesurée au mois de décembre 2021 a été de 5 %, les seuls prix de l'énergie (+25,9 % sur un an) y ont contribué pour la moitié. Le spectre des années 2008 et 2011 vient ainsi tester la solidité du nouveau cadre monétaire européen.

Face à cette situation, le directoire de la BCE semblait tenir bon. Au mois de novembre dernier, Christine Lagarde appelait à la « persistance et à la patience » tout en jugeant cette hausse des prix comme étant « transitoire ». Une hausse des taux en 2022 est alors jugée « très improbable ». Mieux encore, le 16 décembre, la BCE annonçait la mise en place d'un plan d'assouplissement quantitatif complémentaire visant à assurer un retour des anticipations d'inflation « de moyen terme » à un niveau de 2 % (contre 1,8 % à ce jour). Malgré la force de l'inflation réalisée lors de cette année 2021, la BCE gardait la tête froide.

Mais le début de ce mois de février 2022 a fait voler en éclat le sang-froid affiché jusqu’ici.  Ainsi, au lendemain de la publication par Eurostat d'une inflation annuelle de 5,1 % pour le mois de janvier, (+28,6 % pour les seuls prix de l'énergie), le Conseil des gouverneurs semble bien avoir été pris de panique. Alors qu'elle était jugée « très improbable », une hausse des taux devient désormais possible dès cette année 2022, tandis que le plan de soutien annoncé en décembre dernier - il y a moins de deux mois - pourrait être mort-né. Au risque de replonger la zone euro dans un cycle de stagnation, de décrédibiliser la parole monétaire européenne et les apports de la revue stratégique (datant pourtant du mois de juillet dernier), et de laisser place à une interprétation d'un revirement de nature plus politique qu'économique.

Aucune décision ne sera prise avant la prochaine réunion du Conseil des gouverneurs, le 10 mars prochain, mais les fantômes de 2008 et 2011 planent déjà sur l'institution. Alors que la croissance européenne accuse encore plus de deux années de retard sur sa trajectoire d'avant-crise, le risque de voir la BCE répéter l'erreur originelle de la décennie perdue européenne est désormais sur la table.

**L’AGENDA DU 14 février 2022**

Aucune publication d'importance n'est attendue